

Groupe de travail Genre & politique – ABSP



Congrès triennal 2024 de l'ABSP
31 janvier-1^{er} février 2024, Université de Liège

Programme de la section thématique « Genre, Recherche et Politique: Regards croisés sur les défis du vivre-ensemble »

Panel 1 : Dynamiques anti-genre et résistances

Anne-Sophie Crosetti (ULB)

« Communier le corps du Christ le matin, et le soir dégager Sa Mère » : Engagement militant « pro-vie » et gestion de l'identité religieuse en Belgique

Romain Biesemans (ULB)

The copy and the original? Anti-gender politics in Spain: a comparative analysis of VOX and *Partido Popular*

Alexandra Ana (ULB)

Le rôle des coalitions dans la résistance aux politiques anti-genre

Panel 2 : « Genre et politique » : réflexivité, dépassement et analyses empiriques

Muriel Sacco (ULB)

La dimension genrée des instruments de la planification urbaine: politiser et utiliser les recherches féministes

Justine Contor & Alice Michaux (ULiège)

Réflexions à propos des enjeux méthodologiques et de mise en œuvre dans le cadre d'une recherche portant sur une analyse qualitative des pratiques de mobilité active et inclusive en Wallonie par le prisme du genre

Alice Dessart (ULiège)

Les usages de l'intersectionnalité chez Écolo : entre stratégie politique et aspirations égalitaires

Sophie Kopsch (UNamur)

So close but still too far away from power? A longitudinal analysis of women in top positions in the European Parliament (1979-2019)

Comité d'organisation

- Clémence Deswert (Clemence.Deswert@ulb.be)

- Sophie Jacquot (sophie.jacquot@usaintlouis.be)
- Audrey Vandeleene (Audrey.Vandeleene@ulb.be)

Panel 1 : Dynamiques anti-genre et résistances

« Communier le corps du Christ le matin, et le soir dégager Sa Mère » : Engagement militant « pro-vie » et gestion de l'identité religieuse en Belgique

Anne-Sophie Crosetti (ULB)

Cette présentation souhaite participer à l'actualisation de l'étude des mouvements « pro-vie » dans une perspective sociologique. Utilisant le groupe belge « pro-vie » Clara comme cas d'étude, elle s'inscrit dans l'étude des modes d'engagement et de gestion de l'identité religieuse dans les mouvements sociaux. Elle se fonde sur des entretiens (17) avec des militant-es « pro-vie » belges et des observations participantes des « Marches pour la vie » de 2021, 2022 et 2023 et des évènements publics « pro-vie » (Veillées pour la vie, conférences).

Elle ambitionne de répondre aux questions suivantes : quelle place occupe la religion dans un groupe de militant-es catholiques tentant d'exister dans une société sécularisée et pluraliste ? Comment expliquer qu'une mobilisation cherche à s'affirmer comme « aconfessionnelle » - ce que tente de faire le groupe Clara - alors même qu'elle recrute dans les milieux catholiques et y prend racine ? Comment concilier les identités individuelles des militant-es « pro-vie » avec celle, collective, de l'organisation Clara ? Surtout, quelles sont les conséquences sur la mobilisation et l'engagement individuel : ce mode de régulation interne des identités individuelles parvient-il à mobiliser des militant-es et à faire entendre ses revendications ?

D'une part et à partir d'une analyse des trajectoires biographiques des personnes impliquées dans le groupe « pro-vie » Clara, ce papier reviendra sur les caractéristiques sociologiques des militant-es (âge, genre, classe, orientation sexuelle, religiosité, statut marital), leurs pratiques et représentations individuelles en termes de normes reproductives, sexuelles et affectives et leurs représentations de la politique partisane et de la religion. Cette analyse mettra au jour l'homogénéité interne du groupe, notamment en termes religieux. D'autre part, ce papier cherchera à mettre en lien identité militante et mode d'action et stratégies contemporaines, encore peu documentées. Comprendre ce lien ne peut se faire qu'à l'aune des mouvements « anti-genre », dont l'avortement reste une cible privilégiée. Les groupes « pro-vie » participent en effet de la production d'une offensive « anti-genre » pensée par le Vatican et ayant des répercussions sur les identités catholiques – que questionne cet article. Cette partie reviendra sur la mise en relief des stratégies de production sociale des discours et symboles du groupe. Quelle(s) représentation(s) et stratégie choisir ? De quelle manière ce choix impacte-t-il l'appartenance au groupe Clara ? Ce passage du niveau individuel au collectif requiert une gestion : celle de l'homogénéité des militant-es dans le pluralisme belge. Tous-tes partagent en effet une vision des normes sexuelles, reproductives et affectives, dans un pays qui reconnaît officiellement la diversité religieuse et/ou philosophique et la soutient financièrement. Que produit cette gestion sur un groupe militant d'origine catholique, et quelles répercussions a-t-elle sur le « mouvement anti-genre » belge ?

The copy and the original? Anti-gender politics in Spain: a comparative analysis of VOX and *Partido Popular*

Romain Biesemans (ULB)

The goal of the paper I would like to submit deals with the anti-genderism in Spanish politics. More specifically, the paper aims to analyze and compare the Conservative party Partido Popular (PP) and the radical right party VOX. One significant trait of discourse used in radical right parties and more

broadly in conservative and anti-gender organizations is the anti-genderism or gender ideology discourse. Antigenderism refers to the (but not only) mobilization against gender and sexual equality that uses gender ideology discourse to attack and accuse social movements (feminists, LGBTQIA+, queers,..) of reshaping the heteronormative society for their own and non-legitimate interests (Kuhar and Paternotte, 2020; Cabezas, 2022). Mayer and Sauer (2017) state that gender ideology should not be defined; its users mobilize it as a vague empty signifier pushing the “us” versus “them” antagonism. The fluidity of the anti-gender ideology discourse facilitates the alliance of several actors including radical right parties (Ajanovic et. al, 2018). Through a victimization posture and conspiracy, gender mainstreaming is perceived by anti-gender actors as imposed by the elite and has a goal to destruct the traditional gender role (Kuhar and Paternotte, 2020; Mayer and Sauer, 2017).

The two parties analyzed in this paper share common roots. In fact, VOX was born from a scission from the Partido Popular (PP) and marked the end of Spanish exceptionalism (Rama et al., 2021; Alonso and Kaltwasser, 2015). The few researches made on VOX illustrate the importance that gender played in the establishment of their identity through masculinists, antifeminists, anti LGBTQIA+ organizations and anti-gender positions (Cabezas, 2022; Bernardez-Rodal et al, 2020; Turnbull-Dugarte, 2019). Before the emergence of VOX in the Spanish political system, PP was the most active party in the opposition of gender policies (Alonso and Lombardo, 2018; Paternotte et al., 2016). In the frame of the comparison of VOX and PP anti-gender discourse, we will analyze the intervention of both parties MEPs in the Spanish Congress during the 14th legislature (2019-2023). More specifically, we will focus the research on the Equality Commission. We will conduct our analyze through a critical frame analysis in a comparative perspective.

Le rôle des coalitions dans la résistance aux politiques anti-genre

Alexandra Ana (ULB)

Le genre et la sexualité se sont fortement politisés, notamment après l'émergence des premières campagnes anti-genre en Europe, au milieu des années 2000. Des mobilisations ont eu lieu dans plusieurs pays contre les droits sexuels et reproductifs, les droits LGBTQI, les droits des enfants, le genre, les lois et politiques contre les discours de haine et de la discrimination. Alors que la littérature sur les campagnes anti-genre – en pleine expansion, nous a permis de mieux comprendre l'envergure du projet politique des personnes impliquées, nous en savons moins sur la résistance aux politiques anti-genre. Bien que la résistance aux politiques anti-genre semble impliquer une multiplicité d'acteurs, hétérogènes, parfois organisés en coalitions, la littérature éparsée sur le sujet se concentre principalement sur des mouvements ou des campagnes à enjeu unique, adoptant une approche de politique publique. Lors de la prise en compte des multiples acteurs impliqués, les études se fondent sur l'idée implicite que certains groupes sociaux sont des « alliés naturels », comme les femmes, les personnes LGBTQI ou les personnes racisées, laissant sans réponse les tensions et les défis qui imprègnent la formation de coalitions, ainsi que les processus qui créent et maintiennent des frontières entre les acteurs. La présente recherche tente de combler ces lacunes en analysant la manière dont la mise en avant des coalitions entre acteurs contribue au renforcement et/ou à l'affaiblissement de la résistance aux politiques anti-genre ainsi que les tensions et les défis qui traversent la formation de coalitions. En outre, elle explorera les manières dont les multiples acteurs de la résistance articulent la relation entre les différentes questions ciblées par les politiques anti-genre. Pour ce faire, elle adopte un cadre comparatif des systèmes les plus différents – la France et la Roumanie, encrée dans la sociologie politique, les études de genre et les théories décoloniales.

Panel 2 : « Genre et politique » : réflexivité, dépassement et analyses empiriques

La dimension genrée des instruments de la planification urbaine: politiser et utiliser les recherches féministes

Muriel Sacco (ULB)

Dans cette communication, je voudrais mettre en évidence le rôle de la politiste dans la mise en lumière de la dimension genrée des instruments de planification urbaine. En effet, ces instruments sont mis principalement mis en œuvre par des architectes et urbanistes. Ces spécialités disciplinaires appréhendent les techniques comme des instruments neutres du point de vue social et du genre. Toutefois, à la lumière des réflexions féministes, les analyses sociologiques et géographiques ont mis en lumière le genre de la ville (Lieber, 2007 ; Raibaud, 2015). A travers cette présentation, je souhaiterais mettre en lumière la nécessité de penser l'espace à travers les lunettes du genre, mais aussi les instruments de connaissance et de production des espaces dans la perspective proposée par la sociologie des instruments d'action publique (Lascoumes et Le Galès, 2005), les recherches féministes (Sandercock, 2003; Lieber, 2007, Horelli, 2017) et les travaux sur les minorités de genre (Podmore 2007; Forsyth, 2011; Doan, 2011). A partir d'une expérience en cours, je voudrais mettre en évidence les contraintes, mais aussi les opérations de traduction qu'il convient d'effectuer pour passer d'une appréhension théorique à une approche plus empirique et concrète de la production de l'espace urbain et infuser des manières plus inclusives de produire l'espace urbain. Cette démarche nécessite de se référer aux travaux féministes et sociologiques, mais aussi de politiser les instruments de la planification urbaine pour répondre aux injustices épistémiques dans la planification et le développement urbains.

Réflexions à propos des enjeux méthodologiques et de mise en œuvre dans le cadre d'une recherche portant sur une analyse qualitative des pratiques de mobilité active et inclusive en Wallonie par le prisme du genre

Justine Contor & Alice Michaux (ULiège)

Notre proposition de communication vise à interroger les pratiques méthodologiques avant, pendant et après la mise en œuvre du terrain d'une recherche portant sur le genre.

Le projet de recherche que nous souhaitons mobiliser pour formuler nos éléments de réflexion est un projet financé par l'IWEPS émanant d'une commande du gouvernement wallon. Il vise à interroger les incitants et les freins à la mobilité active (à entendre ici le vélo et la marche) et inclusive par et pour les femmes en Wallonie. Trois études de cas sont menées en parallèle à Liège, Namur et Gembloux. Le dispositif méthodologique est à chaque fois le même, il s'agit d'une approche qualitative au sein de laquelle sont prévus des focus group, des marches exploratoires ainsi que des balades vélo.

L'ambition de ce projet est donc bien de saisir la mobilité active et inclusive à travers une perspective genrée pour mieux comprendre les enjeux spécifiques pour les différentes catégories de femmes (particulièrement visées dans ce projet de recherche)¹. Si la transition vers une mobilité durable ne peut se faire sans interroger les dynamiques de construction genrée autour des modes de mobilités actifs (voir recherche menée par le laboratoire Sasha ULB). Interroger la mobilité dans une perspective inclusive suppose de se questionner sur le poids des normes de genre sur les pratiques urbaines au quotidien (Raibaud, 2015). En effet, l'environnement construit est l'expression des relations de pouvoir entre hommes et femmes, ainsi qu'entre d'autres groupes de la population. L'image de l'être humain à la base de la planification urbanistique est trop souvent celle d'un homme de classe et d'âge moyen avec une activité rémunérée. *Cela correspond t-il aux profils des usager.ères de la ville et de ses infrastructures ?*

L'exemple du vélo est emblématique, d'un côté il incarne un dispositif (politique) positif puisqu'il est écologique, économique, silencieux et fluide. Pour autant, certains travaux (Ulrich, 2014) montrent que la "condition féminine" des usagères joue un rôle déterminant en matière d'utilisation du vélo, et

¹ Comment étendre ce type de recherches aux diversités de genre ? Comment inclure les publics à la marge tel que la communauté LGBTQIA+?

ce pour plusieurs raisons : pratiques et esthétiques liées aux injonctions féminines, charge domestique assurée par les femmes, « sentiment subjectif d'insécurité » (Garoscio, 2006; Lieber, 2008).

Aujourd'hui, les concepts du genre et d'intersectionnalité rencontrent une certaine résistance ou sont en tous cas encore largement ignorés dans la communauté urbanistique (en ce compris les politiques publiques) compte tenu de leur caractère « nouveau ». Il s'agit pourtant d'une perspective, qui apporte un plus à tous les processus et ce, au bénéfice de tout le monde. Le travail de l'ASBL Garance montre par exemple l'intérêt de mobiliser une approche genrée et intersectionnelle dans les réflexions urbanistiques car elle permet : 1) une amélioration de la qualité des projets par le respect de besoins jusqu'alors invisibles, par exemple le besoin de sécurité; 2) une planification globale et durable par une perspective qui surmonte les stéréotypes par la sensibilisation des planificateur-trices, vis-à-vis d'autres groupes de la population; 3) par son accent sur des méthodes participatives, une meilleure acceptation des changements par la population qui en est actrice; ou encore 4) des avantages dans l'accès aux financements publics, car le *gender mainstreaming* est en train de devenir une norme applicable à toutes les politiques publiques.

Néanmoins, même si ce *gender mainstreaming* (qui promeut l'inclusion) est de plus en plus intégré dans les politiques publiques, ses pratiques font des femmes un groupe cible, en se basant sur des données factuelles sans contester les processus structurels de production des inégalités (Hancock, Lieber, 2017). De plus, l'intégration du genre dans les lois pose certains problèmes tel que de nombreuses imprécisions comme l'amalgame entre genre et sexe, l'appréhension du genre comme une donnée descriptive ou encore la réduction de l'analyse à la seule dimension de genre. De plus, certaines politiques publiques genrées ont tendance à perpétuer les inégalités entre les sexes (Blidon, 2017). *Comment alors dépasser ces limites, et éviter ces biais dans une recherche genrée ?*

C'est donc à l'aune de ce projet de recherche que nous allons tenter de poser quelques éléments de réflexions épistémologiques et méthodologiques. Différentes questions émergent : que nous apporte le prisme du genre dans la mise en œuvre d'une recherche commanditée par les pouvoirs publics? En quoi la (mé)compréhension du genre par les politiques influence-t-elle nos recherches ? Comment gère-t-on les biais induits par un manque de formation/connaissance chez les commanditaires ? À quoi devons-nous être attentif-ves, partant de la conception du projet, à la prise de contact avec les publics, en passant par nos méthodes d'animation et notre posture, à la manière dont nous analysons les données et tout autant les recommandations que nous formulons ?

En somme comment les gender studies viennent-elles (ré)interroger nos pratiques de recherches en sciences politiques et sociales ?

Les usages de l'intersectionnalité chez Écolo : entre stratégie politique et aspirations égalitaires

Alice Dessart (ULiège)

Dans l'optique de publier un article sur le sujet, cette communication vise à explorer l'usage stratégique du terme « intersectionnalité » au sein du parti Écolo. Ainsi, j'examine comment le parti jongle avec les dynamiques de genre, de classe sociale, et les positions intergénérationnelles pour naviguer dans le paysage politique contemporain. Cette étude s'appuie sur une analyse de terrain, notamment au sein du Centre Jacky Morael du parti (le think tank), des discussions plus informelles avec des membres du parti, et des entretiens avec des membres clés du parti, pour comprendre l'intersection de l'analyse théorique avec la pratique politique.

D'après les observations recueillies et les entretiens menés, il apparaît que le parti Écolo se montre réticent à intégrer le terme « intersectionnalité » dans son lexique politique officiel. En effet, ce terme, dans le débat public, peut être perçu négativement. Ce concept, est peut-être relativement mal perçu dans le débat public car associé au « wokisme ». L'intersectionnalité est aussi accusée de segmenter

les luttes sociales, suscitant ainsi la désapprobation d'une partie de la base militante, généralement plus âgée. En parallèle, un autre segment du parti, incluant de jeunes féministes, l'emploie activement dans leurs luttes.

Comment le parti appréhende-t-il la représentation du concept pour ses membres ? Quelles sont les stratégies politiques derrière l'adoption ou l'évitement du terme intersectionnalité ?

Pour répondre à cette problématique, j'explorerai la manière dont les membres du parti conçoivent l'intersectionnalité et comment Écolo orchestre, de façon parfois implicite, le maniement de ce concept. Je m'intéresserai aussi aux motivations derrière la mobilisation, et surtout au refus de mobilisation du terme. En outre, je sonderai l'existence d'une dissension, voire d'une réticence générationnelle, qui pourrait éclairer les hésitations à l'employer.

Ce dernier point est sans doute le principal apport de cette recherche. En effet, chez Écolo, un discours cherchant à concilier l'intersectionnalité avec l'universalisme émerge. conceptualisant le premier comme une méthode vers l'égalité idéale du second. Selon Emelyne Froument, les féministes de Göttingen adoptent un « matérialisme aménagé », fusionnant des idées pour former une coalition contre la domination de genre. Dans la continuité de la chercheuse, je mets en avant qu'un phénomène semblable chez Écolo où un « universalisme renouvelé » est discuté. Ce nouveau concept unifierait les générations en respectant la diversité des expériences.

Cette recherche se situant à l'intersection de la circulation des idées en politiques et des réflexions critiques et théoriques sur le concept d'intersectionnalité. Ainsi, cette recherche tend à converger ces deux champs d'études en suivant, d'une part, les productions de Nicolas Belorgey sur les théories en milieu militant et Thibaut Rioufreyt sur la circulation des idées dans les mondes politiques, médiatique et académique ainsi les articles de Sébastien Chauvin et Alexandre Jaunait et le collectif d'Éléonore Lépinard visant plus à faire le point sur l'intersectionnalité.

So close but still too far away from power? A longitudinal analysis of women in top positions in the European Parliament (1979-2019)

Sophie Kopsch (UNamur)

Since its constitution in 1979, the composition of the European Parliament (EP) has changed considerably. One notable evolution is the progressive but steady increase in the number of female MEPs: between 1979 and 2019 this number has risen from 15.2percent to 39.5percent. Therefore, the EP is defined in the literature as one of the most feminized Parliaments in Europe. But besides the high number of female MEPs, our results show a gender gap when it comes to top positions with legislative power. More men than women hold and held top positions in the EP. Therefore, studying female MEPs as committee chairs, rapporteurs and group coordinators in the EP between 1979 and 2019, we raise the question first, to which extent women are granted access to powerful positions in the EP over time and second, do group membership, member state affiliation, political experience and time influence the chances of women over time? For the analysis, a unique dataset has been created which covers all MEPs and their top positions in the EP including also their pre and post EP political offices on the national and regional level as well as the political career within the EP itself (N = 3654 MEPs). The results show a general move towards more gender equality in the access to these positions over time. But women's chances for one of these positions depend on two factors: On the one hand on the scarcity of the position: the more positions are available; the more women can be found. On the other hand, the allocation is gendered as more women are found in those committees that can be defined as "feminine". However, the results also indicate that party ideology is not necessarily the decisive factor for a gender equal allocation and also differences in the political experience of men and women in one of these positions are not that huge. More importantly, country affiliation increases the chances.